

Conférence des Ministres des Affaires étrangères  
des pays non-alignés. Belgrade, 25 - 29 juillet 1978

---

(Rapport de la délégation)

I. GENERALITES

1. Ordre du jour

Un point de l'ordre du jour, à savoir la question du Sahara occidental, a fait l'objet d'une vive discussion entre partisans et adversaires de son maintien dans ce document. La Conférence s'est scindée en deux, d'un côté les amis du Maroc, de l'autre ceux de l'Algérie. En définitive, un compromis a été trouvé au terme duquel le point a été maintenu mais, en même temps, il a été décidé qu'il ne donnerait pas lieu à une discussion et que les non-alignés reprendraient dans leur document final les formules employées pour traiter de la même question par le sommet de l'OUA.

2. Admissions

Le nombre total des membres à part entière du mouvement des pays non-alignés est désormais de 86. Djibouti a été admis lors de la réunion de Belgrade et Belize a été accepté au bénéfice d'un statut spécial. Après que l'Inde ait abandonné sa résistance, le Pakistan a reçu le statut d'invité, ainsi que Saint-Marin. La demande de la Bolivie de passer du statut d'observateur à celui de membre à part entière a été renvoyée au sommet de La Havane. Les raisons avancées ont été la situation intérieure confuse dans le pays, ainsi que les relations très étroites existant entre la Bolivie et l'Afrique du Sud dans le domaine économique. En réalité, cela n'étaient que des excuses. La véritable opposition venait de Cuba (mort de Che Guevara en Bolivie).

Il y a aujourd'hui 20 pays qui ont le statut d'observateur.

dont 10 pays d'Amérique Latine, et 10 pays qui ont le statut d'invité, dont les 4 neutres européens.

## II. QUESTIONS POLITIQUES

### 1. Impressions générales et définition du non-alignement

Après le demi-échec de la CSCE à Belgrade, au mois de mars, il était évident que les Yougoslaves allaient tout mettre en oeuvre pour que cette seconde rencontre internationale de l'année dans leur capitale ne se termine pas en désastre, c'est-à-dire par un éclatement du mouvement des non-alignés dont ils ont été les promoteurs et dont le Maréchal Tito reste le père spirituel.

La diplomatie yougoslave, appuyée en cela par l'Inde, le Nigeria et d'autres pays, a donc essayé, avec un certain succès d'ailleurs, de faire baisser les tensions au sein du mouvement, d'apaiser les disputes, sans céder toutefois à ceux qui voulaient, et qui veulent encore, le dénaturer. La tâche était difficile et Cuba, assistée de pays comme le Viet-Nam, l'Afghanistan, le Yémen du Sud, qui rappelaient dans leur comportement à Belgrade celui des satellites européens les plus fidèles à Moscou, n'a pas aidé les Yougoslaves dans cette entreprise. En effet, la délégation cubaine en séance, Fidel Castro dans son discours du 26 juillet à La Havane et le numéro 2 du parti, Carlos Rafael Rodriguez, "en vacances" en Yougoslavie, s'employaient sur tous les tons à souligner les différentes conceptions du non-alignement qu'avaient les uns et les autres et avançaient leur propre version en la prétendant la seule authentique, version qui aurait en fait transformé le mouvement en une entreprise satellite de l'URSS. L'opération diplomatique des Yougoslaves a toutefois eu raison de l'opération vérité cubaine.

\* \* \*

Il n'en demeure pas moins que le clivage fondamental existant entre modérés et radicaux au sein du mouvement des non-ali-

gnés a pris un relief particulier à Belgrade et cela à propos d'une thèse fondamentale qui est la suivante :

Pour les uns (Cuba et ses alliés), les non-alignés doivent constituer une force d'appoint du monde socialiste dans sa lutte contre les "impérialistes". Pour eux, le bloc socialiste, URSS en tête, demeure l'allié naturel des non-alignés. Pour la majorité des non-alignés, en revanche, et dans la conception traditionnelle du non-alignement, ce mouvement, tout en ne se situant peut-être pas à équidistance entre les deux blocs, ne doit s'allier à aucun, garder son esprit critique à l'endroit de tous et se défendre de laisser l'un ou l'autre prendre une trop grande influence dans ses affaires internes ou même dans les affaires intérieures de chacun de ses membres.

La toile de fond sur laquelle ce débat s'est situé a été le rôle de Cuba en Afrique. A Belgrade, ce conflit s'est cristallisé autour de l'introduction de nouveaux concepts dans la liste des manifestations que l'on doit condamner. La question était de savoir si, à côté de l'impérialisme (USA), du colonialisme, du néo-colonialisme (puissances européennes occidentales), il fallait ajouter également un terme caractérisant la politique extérieure de l'URSS. En fin de cause, ce terme fut introduit; ce fut le mot "hégémonie". Cuba, assistée par l'Algérie, l'Ethiopie, l'Angola, le Mozambique, le Bénin, l'Afghanistan, le Viet-Nam, s'y est opposée, mais a dû céder, en définitive, car les pays les plus influents au sein du mouvement étaient en faveur de son introduction. Il ne restait aux Cubains qu'à sauver la face en expliquant, dans une conférence de presse, que le mot "hégémonie", contre lequel ils avaient si longtemps lutté, ne recouvrait pas la politique extérieure de l'URSS ! Belgrade a reflété le fait que pour beaucoup de pays non-alignés le danger ne vient plus seulement, aujourd'hui, du côté des anciennes puissances coloniales, mais aussi du côté des USA et de l'URSS. Belgrade a consacré le fait que le vocabulaire employé dans les années 60 doit être adapté à une situation politique nouvelle; il l'a été.

## 2. Conflits entre non-alignés

A côté de ce clivage fondamental, il y a naturellement d'innombrables autres problèmes qui divisent les non-alignés entre eux. Les principaux foyers de troubles dans le monde existent entre pays non-alignés. Le problème de Timor pèse toujours sur l'Indonésie. Le conflit entre le Cambodge et le Viet-Nam est à la fois réel et verbal. Une certaine tension entre la Birmanie et le Bangla Desh, entre les deux Yémen, le conflit entre la Somalie et l'Ethiopie, le problème érythréen, le différend entre le Tchad et la Libye, le problème du Sahara occidental, et jusqu'à la conférence de Belgrade, les tensions entre l'Angola et le Zaïre. (L'accord entre le Zaïre et l'Angola a été annoncé ici, à Belgrade. Selon une source yougoslave, il pourrait avoir un effet bénéfique sur l'évolution du régime angolais qui chercherait, une fois sa sécurité extérieure assurée, de se défaire de l'étreinte cubaine et soviétique).

La thèse souvent entendue est que ces conflits ne sont que des produits de la tension entre super-puissances, fomentés et entretenus par elles. Il y a là, certes, un élément de vérité, notamment en ce qui concerne le Cambodge et le Viet-Nam, la Somalie et l'Ethiopie, mais dans d'autres cas, il s'agit de la défense d'intérêts nationaux de pays ayant entre eux des différends sérieux, profonds et anciens. Le mouvement des non-alignés a choisi, dans la plupart des cas, sauf dans celui du Sahara occidental, de les ignorer, car il ne peut pas les résoudre.

La Yougoslavie a précisément essayé, dans ce contexte, de proposer que les non-alignés étudient sérieusement la mise en place de mécanismes pouvant servir à régler les différends qui les opposent. Cette initiative s'est heurtée à l'opposition de nombreux pays, surtout africains, qui ne veulent pas que soient créées des structures juridiques nouvelles qui ne pourraient dire, selon eux, qu'un droit ancien (hérité du colonialisme). C'est pourquoi la formule qui a été retenue dans le document de clôture, aux chiffres 41 à 45, envisage une approche essentiellement politique au règlement des différends. Il est question de la création de groupes ad hoc officieux chargés d'offrir, de cas en cas, leurs bons offices; la composition de ces groupes dépendant de chaque situa-

tion concrète et de la nature du conflit.

### 3. Droits de l'homme

Le chapitre sur les droits de l'homme présenté dans le projet de déclaration finale d'inspiration yougoslave n'est nullement en harmonie avec les thèses défendues par la Yougoslavie dans le cadre de la CSCE. Dans ce document, la défense des droits de l'homme est considérée comme une ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays. Les violations les plus importantes des droits de l'homme sont l'impérialisme, le colonialisme et le terrorisme d'Etat. Nous avons exprimé notre surprise à de nombreux interlocuteurs yougoslaves à propos de ces attitudes si dissemblables dans les deux enceintes considérées. Ils semblent embarrassés lorsqu'on le leur dit.

### 4. Comportement de certaines délégations

#### a) Irak

Le rôle de l'Irak, qui assumera la présidence du mouvement dès 1982 après Cuba - Bagdad abritera le sommet à cette date - a été particulièrement remarqué par ses prises de position indépendantes et originales; un discours très critique sur les tendances et les divisions actuelles du non-alignement, des louanges adressées aux pays neutres d'Europe qui siègent en qualité d'invités (c'est le seul pays qui l'ait fait) et, dans les interventions, sa prise de position en faveur du Maroc dans l'affaire du Sahara occidental a également été remarquée.

#### b) Singapour

Dans son discours, le Ministre des Affaires étrangères a fait l'autocritique du mouvement et s'est étendu sur le fait que les non-alignés sont en train de devenir en quelque sorte les mercenaires des super-puissances, en livrant, ici et là, des guerres par procuration.

#### c) "Satellites de l'URSS"

Comme nous l'avons remarqué plus haut, seuls 4 pays, à savoir le Viet-Nam, Cuba, le Yémen du Sud et l'Afghanistan, ont adopté, à

Belgrade, un style identique à celui des satellites européens de l'URSS. Certes, des pays comme l'Angola, le Bénin, le Mozambique ou l'Ethiopie, qui sont étroitement liés à l'URSS et Cuba, ont procédé à des analyses fort semblables à celles de La Havane ou de Moscou sur les problèmes internationaux et sur ceux qui agitent le mouvement; ils n'ont toutefois jamais donné l'impression, dans leurs interventions, d'être entièrement asservis à l'URSS. Il y a là plus qu'une nuance dans le fond et dans le ton des interventions qui font penser que ces pays ont gardé une certaine indépendance de jugement et qu'avec le temps ils pourront, s'ils le désirent, faire reprendre à leur politique étrangère un cours plus autonome.

d) Zambie

La Zambie rend hommage à la collaboration qui s'est instaurée entre pays neutres et non-alignés dans le cadre de la Conférence de sécurité. Le point retenu dans le Document final à ce propos est satisfaisant. Il met en relief cette collaboration dans le cadre de la CSCE et confirme les préjugés favorables qui règnent au sein du mouvement des non-alignés à l'endroit des neutres européens.

e) Corée du Nord

Le discours du représentant de la Corée du Nord, par les formules employées, montre que ce pays se situe à équidistance entre Pékin et Moscou et que son appartenance au mouvement des non-alignés commence à avoir une influence sur sa Weltanschauung.

L'attitude de la Corée du Nord a nettement évolué par rapport à Colombo.

f) Egypte et pays arabes

L'intervention du représentant égyptien, M. Boutros Ghali, a été très remarquée. Il a formellement demandé que la Conférence au sommet l'année prochaine n'ait pas lieu à La Havane mais dans une autre capitale ou alors que ce sommet soit différé. Il a également demandé que le mouvement des non-alignés demande à la CSCE que les 35 pays participant s'engagent solennellement à ne pas intervenir en Afrique.

Il convient également de remarquer qu'à l'occasion de Belgrade les pays arabes se sont, pour la première fois, réunis en commun (après le voyage de Sadate à Jerusalem), pour élaborer un texte sur les problèmes du Proche Orient. Cet exercice fut d'ailleurs couronné de succès.

## 5. Conclusions

Le mouvement n'a donc pas éclaté à Belgrade et, cahin caha, tout le monde se retrouvera, peut-être à des niveaux différents, et avec quelques exceptions à La Havane dans un an. La cohabitation continuera car, pour la plupart de ces pays, il est important de se sentir appartenir à un grand mouvement qui, s'il ne confère pas une sécurité militaire et politique à ses membres, leur donne un sentiment général d'appartenance dont ils ont besoin. Pour la plupart de ces pays, les apparences sont souvent plus importantes que la réalité et le verbe plus important que l'action. Les uns et les autres, malgré les disputes, les divergences et les oppositions, trouvent leur intérêt à maintenir cette grande famille des non-alignés, qui constitue par dessus tout un moyen de pression dans les instances internationales et une source réelle d'identité.

A Belgrade, on a pu sentir que chez beaucoup d'entre eux règne encore un préjugé défavorable à l'Occident, préjugé qui date sans doute du temps du colonialisme. Mais aussi plus fréquemment qu'auparavant, la majorité des non-alignés semble commencer à réaliser les dangers que présente une association trop étroite avec l'Union Soviétique.

En définitive, force est à l'observateur occidental que nous étions de constater que ce qui unit les non-alignés reste aujourd'hui encore plus fort que ce qui les divise.

## III. CONTACTS BILATERAUX

Cette conférence nous a donné l'occasion d'avoir, à un niveau élevé, c'est-à-dire à celui des Ministres des Affaires étrangères, des contacts bilatéraux qui nous ont permis d'aborder et même de régler certains problèmes depuis longtemps en suspens. Nous nous som-

mes concentrés sur les pays avec lesquels nos relations sont difficiles ou ceux que nous avons rarement l'occasion de voir (pas d'ambassadeur accrédité). La liste en est la suivante : Algérie, Angola, Cambodge, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Guinée Bissau, Irak, Maurice, Seychelles.

#### IV. WIRTSCHAFTLICHE ASPEKTE

(Vorbemerkung: Die Gäste-Delegationen hatten zu den Sitzungen des Wirtschaftskomitees offiziell keinen Zutritt. Lediglich bei der allgemeinen Eintretensdebatte sowie anlässlich der letzten Lesung der Schlussdokumente waren sie geduldet. Die folgenden Erläuterungen stützen sich deshalb zwangsläufig auf die verfügbaren Unterlagen (Entwürfe und Schlusserklärung), sowie auf Gespräche mit einzelnen Delegierten von Mitgliedstaaten.)

##### 1. Allgemeiner Eindruck

Trotz gewisser Interessenunterschiede kommt die Einheit der Blockfreien im wirtschaftlichen Bereich wesentlich deutlicher zum Ausdruck als im politischen. Wie ein roter Faden zieht sich der Leitgedanke "l'unité fait la force" durch Erklärungen und Dokumente und findet in der immer wiederkehrenden Forderung nach gemeinsamer Selbsthilfe (collective self-reliance) einen wohl nicht neuen, aber verstärkten und begrüßenswerten Niederschlag. Den Blockfreien wird deutlicher bewusst, dass eine Verbesserung der wirtschaftlichen Verhältnisse der Entwicklungsländer nicht allein durch Strukturänderungen bei, sowie durch grössere finanzielle und technologische Unterstützung von den Industrienationen, sondern ebenso sehr durch einen verstärkten Einsatz der eigenen personellen, intellektuellen und materiellen Möglichkeiten erreicht werden kann. Gleichzeitig hoffen sie, dadurch an Glaubwürdigkeit und an kollektiver Verhandlungskraft (collective bargaining power) zu gewinnen. Bei aller, oft sehr harten Kritik am angeblich fehlenden politischen Willen der Industrieländer beim Aufbau der neuen Weltwirtschaftsordnung (wobei ihnen vor allem Hinhaltenaktik am Verhandlungstisch und ständige Versuche zur



Aufweichung der gemeinsamen Front der Entwicklungsländer vorgeworfen werden) kommt doch verschiedentlich auch die Einsicht zum Durchbruch, dass man für die gegenwärtigen Probleme der Industriestaaten (Wirtschaftsstagnation, Inflation, Arbeitslosigkeit) Verständnis haben müsse. Diese Länder seien zwar dafür selber verantwortlich, doch könne man von ihnen kaum Verhandlungs- und Kompromissbereitschaft erwarten, solange ihr eigenes Haus nicht in Ordnung sei.

## 2. Wesentliche Merkmale der Wirtschafts-Schlusserklärung

- Im Rückblick auf die wirtschaftliche Entwicklung seit der Colombo-Gipfelkonferenz wird vorerst mit Besorgnis festgestellt, dass sich die Weltwirtschaftslage, vor allem wegen der protektionistischen, diskriminatorischen und währungspolitischen Massnahmen seitens der Industriestaaten weiter zu Lasten der Entwicklungsländer verschlechtert habe. In diesem Zusammenhang wird besonders bitter vermerkt, dass die Industriestaaten ihre eigenen Schwierigkeiten auf dem Rücken der Entwicklungsländer zu sanieren versuchten.
- Die sogenannten Grundbedürfnisse (basic needs) werden nicht mehr als internationaler von aussen diktiertem entwicklungs-politischer Masstab anerkannt. Es sei Sache der einzelnen Staaten die Grundbedürfnisse ihrer Völker festzulegen und über deren Befriedigung zu entscheiden. Eine Internationalisierung dieses Bewertungskriteriums würde einer Verewigung der technologischen Abhängigkeit gegenüber den Industriestaaten gleichkommen.
- Das "Committee of the Whole" der Vereinten Nationen für den Nord-Süd Dialog ist nach Auffassung der Blockfreien nicht lediglich ein Diskussionsforum, sondern vielmehr ein wichtiges Instrument zur Verwirklichung der neuen Weltwirtschaftsordnung. Deshalb sollen hier politische Verpflichtungen ausgehandelt und die Bemühungen auf bedeutsame, spezifische Probleme konzentriert werden. Die Mitgliedstaaten werden denn auch aus-

drücklich aufgefordert - dies übrigens im Einklang mit unseren eigenen Vorstellungen, die wir in persönlichen Gesprächen mit einzelnen Delegierten anbringen konnten -, an die nächste Tagung des Komitees im kommenden September wirklich kompetente Delegierte zu entsenden.

- Die sich für die Entwicklungsländer ständig verschlechternden "Terms of Trade" gelten nach wie vor als Kernprobleme der Weltwirtschaft. Mit Bedauern werden deshalb die bescheidenen Fortschritte bei den Verhandlungen um das integrierte Rohstoff-Programm (das einzige bisher zur Lösung der als ungerecht bezeichneten Handelsbeziehungen erarbeitete Konzept) und um die Schaffung des Gemeinsamen Fonds registriert. Im Gegensatz sowohl zum Entwurf als auch zu früheren Dokumenten wird in der Schlusserklärung nichts mehr von einem Spezialfonds gesagt, der bei einem allfälligen Scheitern des Gemeinsamen Fonds als Alternative vorgeschlagen worden war. Vielmehr erklären sich die Aussenminister nun ausdrücklich bereit, alle einschlägigen Vorschläge für einen starken und wirkungsvollen Gemeinsamen Fonds prüfen zu wollen.
- Weniger versöhnlich sind die Formulierungen im Zusammenhang mit den laufenden GATT-Verhandlungen ("Multilateral Trade Negotiations", MTN). Einmal wünschen die Blockfreien eine Aenderung der GATT-Regeln im Sinne einer ständigen und vertraglich verankerten Präferenz-Behandlung der Entwicklungsländer. Sodann müsse im Verhältnis zwischen Industrie- und Entwicklungsländern das Prinzip der Nicht-Reziprozität für allfällige Konzessionen gelten. Ganz und gar nicht zufrieden sind die Blockfreien mit den bisherigen Ergebnissen im Bereich der tropischen Früchte, sowie mit den Vorschlägen der Industriestaaten wie "selectivity" und "graduation", die eine weitere Benachteiligung der Entwicklungsländer nach sich ziehen würden. Ueberhaupt befürchten sie, die Entwicklungsländer könnten als die grossen Verlierer aus den MTN-Verhandlungen hervorgehen. Ein möglichst enger

Schulterabschluss sei deshalb besonders wichtig. Einzelne Delegierte geben überdies bereits zu verstehen, dass die laufenden MTN-Verhandlungen lediglich eine Zwischenphase darstellten. Nachher müsse man zum Grundsätzlichen, zur Aenderung der internationalen Handelsregeln und damit zur Lösung der internationalen Strukturprobleme vorstossen. -- Es macht ganz den Eindruck, dass wir uns hier in absehbarer Zeit auf einen Frontalangriff der Entwicklungsländer gefasst machen müssen.

- Mit Bezug auf die Verschuldung vor allem der am wenigsten entwickelten Länder wird erneut auf die Notwendigkeit substantieller Erleichterungen (Umwandlung von Darlehen in Geschenke, usw.) hingewiesen. Die Aussenminister begrüssen die diesbezüglichen Entscheide Schwedens, Kanadas der Niederlande, Finnlands und der Schweiz und hoffen, dass deren Beispiele bei andern Gläubigerländern Schule machen werden.
- Erwartungsgemäss bedauern die Blockfreien, dass die OECD-Staaten das Plansoll von 0.7% des BSP für staatliche Entwicklungshilfe bei weitem noch nicht erreicht haben. Sie appellieren vor allem an die noch am weitesten zurückliegenden und gleichzeitig finanzstärksten Länder, ihre Leistungen zu erhöhen. Mit Schärfe wird andererseits das Ansinnen gewisser Industriestaaten verurteilt, die ihre Unterstützungsprogramme für politische Pressionen missbrauchen oder sich sonstwie in die interne Politik der Entwicklungsländer einmischen möchten.

In dieses Kapitel fällt die wohl frappanteste Neuerung der diesjährigen Aussenministerkonferenz der Blockfreien. Erstmals werden auch die sozialistischen Staaten in einem offiziellen Dokument der blockfreien Bewegung offen und mit Vergleichszahlen kritisiert. Der Passus verdient es deshalb, hier in extenso wiedergegeben zu werden:

"The Foreign Ministers noted with regret that the Official Development Assistance of the developed socialist countries fell from 1 billion dollars in 1974 to 0.8 billion dollars in 1975, and to 0.5 billion dollars in 1976 which is less than 0.1 per cent of their combined GNP.

Im Entwurf war hievon noch nichts enthalten. Die Tatsache, dass diese Kritik trotz heftiger Gegenwehr von Seiten einzelner Mitgliedstaaten (wie Kuba, Aethiopien, u.a.) in das Schlussdokument aufgenommen werden konnte, macht dieses mit einem Schlag ausgewogener und damit auch glaubwürdiger.

- Das Kapitel über die internationale Finanzlage ist insofern interessant, als im Entwurf mit Bezug auf die Reform des internationalen Währungssystems noch von der Rolle der Sonderziehungsrechte als künftiger wichtigster Reservewährung die Rede war. In der Schlusserklärung wird nur noch verlangt, es müsse ein neues, rationales, gerechtes weltweites Währungssystem geschaffen werden, das den chaotischen Wechselkursschwankungen ein Ende bereiten helfe. Die Sonderziehungsrechte erscheinen im endgültigen Text nicht mehr.
- Recht einschneidende - und für einzelne unserer eigenen Wirtschaftskreise möglicherweise folgendschwere - Forderungen werden mit Bezug auf die Industrialisierung aufgestellt. Es sei notwendig, im Rahmen des Dritten Entwicklungsjahrzehnts ein eigenes industrielles Entwicklungsprogramm, einschliesslich Massnahmen zur Förderung des Industriepotentials der Entwicklungsländer und zur allmählichen Umstrukturierung der Industrie in den Industriestaaten, zu erarbeiten. Dieses Programm bezwecke die Umsiedlung gewisser Industriezweige, die in den Industriestaaten weniger kompetitiv seien, für die aber in Entwicklungsländern vergleichbare Vorteile bestünden.
- Auch die Praxis des Technologie-Transfers soll radikal geändert werden. Die internationale Gemeinschaft wird an die Verpflichtung erinnert, die Entwicklungsländer beim Erwerb und bei der Anwendung moderner wissenschaftlicher Erkenntnisse und fortschrittlicher Technologie zu unterstützen. Ein entsprechender Kodex des Wohlverhaltens soll diese Verpflichtung in das internationale Recht überführen. Schliesslich wird auch die Revision der Pariser Konvention über den Schutz des industriellen Eigentums verlangt, was zahlreiche schweizerische Lizenznehmer nicht unberührt lassen dürfte.

- Das Energieproblem scheint in den Kreisen der Blockfreien nach wie vor ein heisses Eisen zu sein. Der Entwurf enthielt hierüber ein eigenes Kapitel. In der Schlusserklärung ist dieser Titel indessen nicht mehr aufgeführt. Der Hinweis auf die friedliche Verwendung der Atomenergie ist in den Abschnitt "Wissenschaft und Technologie" eingebaut. Selbst dieser ist gegenüber der ursprünglichen Fassung sehr gekürzt worden. Man pocht auf das Recht auf freien Zugang zur Nukleartechnologie und begrüsst die Idee einer Konferenz unter dem Patronat der Vereinten Nationen (gemäss Entwurf waren eine oder mehrere solcher Konferenzen vorgesehen) zur Förderung der internationalen Zusammenarbeit auf diesem Gebiet. Gegenüber dem Entwurf neu ist in der Schlusserklärung das Interesse der Blockfreien an erneuerbaren Energiequellen festgehalten. Recht lauwarm nehmen sie indessen die einschlägigen in UN-Kreisen ergriffenen Initiativen zur Kenntnis.
- Schliesslich enthält die Erklärung eine überaus harte Formulierung über das unveräusserliche Recht der Entwicklungsländer "to exercise supervision and authority over and to regulate and nationalize the transnational corporations". Der Anspruch auf dieses Recht ist nicht neu; interessant ist bloss, dass im Entwurf hievon nicht die Rede war. Jedenfalls kann man daraus schliessen, dass die Multis in gewissen blockfreien Kreisen nach wie vor grossem Misstrauen begegnen.

### 3. Das Aktionsprogramm

Hiezu können wir uns kurz fassen. Das Aktionsprogramm stellt gewissermassen den Versuch dar das Postulat der "collective self-reliance" in die Tat umzusetzen. Es wurde indessen selbst von einzelnen Mitgliedstaaten als viel zu umfangreich und deshalb als kaum durchführbar kritisiert. Nach ihrer Ansicht ist es zu extensiv. Ein geraffteres Programm schiene ihnen realistischer und deshalb vor allem gegenüber den Industriestaaten glaubwürdiger. Das

in Belgrad verabschiedete Aktionsprogramm enthält gegenüber früher beschlossenen Programmen kaum etwas Neues und ist überdies oft eine Wiederholung der Schlusserklärung.

Mehr zur Erinnerung soll kurz auf zwei Programmpunkte hingewiesen werden, die für die schweizerische Wirtschaft von Interesse sein könnten:

- Im Sinne der Beschlüsse der Colombo-Gipfelkonferenz wird erneut betont wie wichtig es sei, möglichst bald ein globales Präferenzsystem unter Entwicklungsländern zu schaffen. Sollte dies gelingen, müsste unsere Exportwirtschaft mit zusätzlichen Schwierigkeiten rechnen.
- Mit Bezug auf die Industrialisierung scheint das inter-regionale Projekt der Zusammenarbeit der Entwicklungsländer auf dem Gebiet der pharmazeutischen Produkte bereits gute Fortschritte erzielt zu haben. Als weitere Gebiete solcher Zusammenarbeit werden nun neu die Produktion von Kunstdünger und Schädlingsbekämpfungsmitteln sowie von Nahrungsmitteln und Zucker vorgeschlagen. Firmen, die in Entwicklungsländern in den erwähnten Industriezweigen tätig sind, könnten hier über kurz oder lang in die Defensive gedrängt werden.